

JACQUES VERSCHUREN

82, avenue de l'Atlantique,
BRUXELLES 1150, le 17 septembre 1974

Monsieur Charles Van der Elst,
32, Lange Gasthuis straat, 32
ANTWERPEN

Cher Charles,

Il est indiqué, je pense, de vous faire le point de la situation. Moins qu'on puisse dire, c'est qu'il continue à régner une assez considérable confusion au Zaïre. Des informations contradictoires se suivent, d'après les contacts maintenus avec Kin et l'intérieur. Je ne sais si, en définitive, il faut tourner - ou non - la page.

Tandis que j'ai des lettres chaleureuses de Biwela, même Mokwa, etc. je ne parviens pas à obtenir un message de Bahuranyz qui, je le comprends, vit sous la hantise de déplaire au bureau du Président, puisqu'il n'est pas encore nommé DG. En ce qui me concerne, certains éléments laissent entendre qu'on me demanderait de revenir comme conseiller, d'autres que je suis "persona ingrata", d'autres qu'on ne sait comment revenir en arrière, tout en sauvant la face. Mais il est évident qu'une reprise d'activités de DG est hors de question, j'accepterais assez volontiers de repartir comme conseiller "court terme" avec de bonnes garanties. D'autre part, le "projet" officiel belgo-zaïrois vient à expiration en mars 1975. Les autorités zaïroises ont demandé (officiellement, mais tout en ignorant) sa prolongation pour des activités de supervision de l'aménagement. Delvingt, qui est assez réticent, mais, en définitive, ne sait pas ce qu'il veut (il est pédagogue). Ce projet, technique, ne reprendrait pas l'homme le plus concret et utile, JP. von der Becke. A l'AGCD, on est totalement hostile à une prolongation car on n'a pas digéré le "coup" qu'on leur a fait, par personne interposée. Les "exécutants" ont reçu instruction de répondre "non", mais, pour le moment, je les fais attendre, dans l'expectative d'une lettre de Bahuranyz et de son contact. Comme je vois les choses, il n'est pas exclu que finalement, le Zaïre soit nettement "demandeur", mais que la Belgique refuse.

Même si je ne suis guère prévu dans ce projet (sinon pour des missions courtes) (ceci toujours APRES MARS 1975), même si j'en ai par dessus la tête, je ne puis me décider à envoyer tout valser. En effet, Bisengimana VEUT l'aménagement et dans le contexte actuel du Zaïre, tout aménagement est le début d'un innombrable massacre. Delvingt n'a pas du tout la même opinion que moi, il est en faveur d'un aménagement prudent (tandis que, personnellement, je m'y refuse, considérant que cela signifie anéantissement dans un pays comme le Zaïre.) Je préfère, en définitive, cependant, mille fois un Delvingt sage que personne. Delvingt limitera les dégâts.

Le problème est le refus de principe de l'AGCD, qui m'a très récemment fait comprendre qu'à moins d'une "intervention", leur position était telle qu'on tourne la page. Je dois avouer franchement que, dans le contexte actuel, les Zaïrois sont plutôt réticents à déranger de hautes personnalités, déjà, à priori désignées par le Zaïre, et qui, il est fort vraisemblable, estimeront que toute intervention est inindiquée...

Voici donc la situation; je préférerais vous mettre au courant et obtenir votre avis, comme vous avez toujours été ce que j'appellerais volontiers le principal conseiller des problèmes /conservation du Zaïre.

Que je résume :

-/ où nous laissons aller les choses: alors le projet prend fin en mars 1975. JV - dans l'intervalle - va encore faire une courte mission là-bas(?); les experts "projet" (vonderBecke, d'Huart, Delvingt) rentrent définitivement à Bruxelles en mars 1975. Letiexhe se maintient tant bien que mal, peut-être attaché à un projet agricole. On commence le cropping, l'expert FAO étant sans doute sur place (mais ce n'est certainement pas lui qui "freinera"; le rôle de la FO est de produire, non de protéger, je l'ai enfin compris). Tout se "déglingue" doucement. L'assemblée UICN de 1975 se tient tant bien que mal, à Kinshasa. Il est possible, quand le vent aura tourné, que l'on demande des missions "courtes" à des belges (mais qui paiera?). Je reprends mes activités au Musée et, tout en préparant pas mal de publications, je tourne la page et tente de m'occuper vers 1976 d'autres pays...

Evidemment, c'est dur abandonner ce qui a été la raison de vivre 25 ans

-/ où on tente de renverser le courant, mais je ne sais même pas de façon officielle quelle est la position finale du Zaïre (qui change d'avis tous les jours). J'hésite infiniment à déranger qui que ce soit "à un haut niveau", ne fût-ce que pour ne pas avoir l'air totalement ridicule, si les Zaïrois rererere-chang d'avis.

Je vais essayer de suggérer à l'AGCD que la porte reste ouverte pour "des courtes missions" à la demande du Zaïre. Une haute intervention semble franchement trop aléatoire, d'autant plus que la position AGCD est formelle et ne changerait que "sur ordre". On en est à la liquidation, semble-t-il, et la Belgique est lasse du Zaïre.

Veillez m'excuser pour cette lettre peu agréable à lire. Mais plus personne ne s'intéresse au Zaïre (sauf vous et sans doute JP. Harroy). Les anciens (De Saeger, de Witte) ont totalement oublié cette page. Nous avons mené le combat pendant 15 ans; est-ce que cela ne suffirait pas et... adienne que pourrions interlocuteurs étrangers ne sont plus guère intéressés (Grzimek est fou furieux, je le comprends; UICN et WWF s'occupent surtout de faire en sorte que l'assemblée /Kin/1975 ne soit pas un fiasco).

Quelle est la situation sur place, d'après tous les messages reçus; elle ne paraît pas trop mauvaise. Mokwa, par exemple, me dit que la situation est parfaite à la Salonga, mais croyez vous qu'il va en brousse? Au PNVI, en tous cas, la situation reste normale. Ce que je souhaite à tout prix, c'est la maintien d'UNE présence à Lulimbi(labo) et c'est là-dessus que j'appuierai auprès de l'AGCD.

Il reste l'aspect Fondation. Je sais qu'il y a une réunion du Comité en octobre 1974. Je vous serais infiniment de ne pas présenter une peinture trop pessimiste. Notre labo - qui a été subsidié par la Fondation - est une

très belle réalité. On a bagué, par ailleurs, plus de 25.000 oiseaux et l'Institut de la rue Vautier songe à y envoyer un expert.

Je souhaiterais ardemment que les crédits encore ouverts pour la station de Lulimbi et la recherche PNVI restent disponibles. Bien sûr, nous ne demandons aucun nouveau crédit. Mais, je souhaiterais que les montants reliquats puissent au moins être utilisés pour les publications, la publication des enregistrements sonores (j'ai des documents extraordinaires). L'IPNCB-INCN n'a jamais rien publié à ce sujet, enfin tous les travaux de recherche. Je pourrais, si vous le voulez bien, vous fournir, un devis d'utilisation des crédits reliquats (qui existent).

J'irai prochainement à Morges pour discuter avec l'UICN et le WWF, tant pour la situation actuelle, que pour l'assemblée de 1975, que pour les perspectives de travaux ailleurs. J'irai également à la FAO. Et sans doute, ne fût-ce que sous l'excuse de "liquidation" et reprise des bagages j'irai passer quelques semaines au Zaïre et faire une dernière "inspection" ceci, évidemment, avant mars 1975.

Je crois, en définitive, qu'il ne faut pas vouloir s'accrocher à tout prix; nous l'avons fait suffisamment depuis 1960. Je crois que la formulex consistera à faire admettre des missions courtes par l'AGDC (mais pas un "projet"), ce qui sera possible et de faire en sorte de garder un homme sur place. Cet homme, ce sera Letiehe, qui fait en quelque sorte partie de l'AGDC. Il suffirait que - tout en étant non scientifique il supervise les activités de Lulimbi, le pilotage, le braconnage et "tienne le coup" jusqu'au moment où - peut-être - les choses auront tourné. Je voudrais éviter qu'on le mette sur une voie de garage "agricole". Je sais que Letiehe est prêt à rester sur place.

Pour le moment, je prépare toute une série de travaux sur les recherches de toutes ces années au Zaïre. Vous imaginez que le travail ne manque pas. Toutefois, aussi longtemps qu'il n'y a rien d'officiel, - pour maintenir le moral des gardes - je tiens la relative fiction d'un DG temporairement en congé. Ceci d'autant plus qu'en tout état de cause je repasserai là-bas avant la fin du projet, en mars 1975.

Excusez-moi pour cette longue lettre, mais je souhaitais que vous soyez au courant de tout. A mon sens, toute intervention actuelle me semble parfaitement inopportune et ne pourrait que heurter des gens déjà suffisamment sensibilisés par toutes les injustices commises en Afrique. Peut-être que le refus de la Belgique fera "paniquer" les Zaïrois et qu'ils viendront à Canossa? Sait-on jamais? Mais ne me refusez pas à "être demandeur"!

Vous trouverez, en annexe, le N° 2 du Léopard. Cela n'a pas été tellement simple. Selon l'habitude, j'ai dû incroyablement rectifier des textes impubliables; néanmoins, j'ai laissé passer l'article de Gahuranyi, qui est purement politique et les "pauvres" articles de Mushenzi et Mwana. Le N° 3 paraîtra-t-il jamais. J'ai les éléments en mains, mais hésite évidemment à aller de l'avant.

J'espère que vous êtes en excellente santé. Quels sont vos projets de voyage? N'avez-vous pas trop de tracas avec Tabazaïre? Qu'advient-il des réserves de l'Angola, et du Mozambique? Bien cordialement à vous et merci d'avoir supporté ce pensum!